



# Alerte des syndicats sur la maltraitance des journalistes à la rédaction nationale



## La direction de l'information aveugle et sourde

Il y a tout juste une semaine, le 26 novembre 2024, les syndicats CGT et SNJ de FTV au siège ont écrit à la DRH de l'information pour l'alerter de la situation humaine et professionnelle très dégradée à la rédaction nationale, révélant des dysfonctionnements internes d'ordre systémique.

Ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, que les syndicats, la CGT en première ligne, dénoncent la maltraitance dans cette rédaction. Rédaction encore et toujours traumatisée par la fusion de 2019 et les disparitions successives des éditions nationales de la 3, d'abord le SOIR 3, puis le 12/13 et le 19/20.

Des journalistes expérimentés sont mis au placard ou forcés de quitter l'entreprise. Une rédaction à deux vitesses avec une partie de journalistes « heureux élus », participant aux éditions prestigieuses, aux magazines, aux émissions spéciales, faisant des missions à l'étranger.

De l'autre côté, une armée de « petites mains » chargée d'alimenter en sonores et micro-trottoirs des sujets d'actualité le plus souvent montés par d'autres journalistes, plus jeunes, parfois même alternants pilotés par les adjoints au montage.

Les directions successives depuis la marche forcée vers la fusion des rédactions ont toujours assuré que la situation était sous contrôle, que la dimension humaine était prise en compte et que les journalistes avaient tout à gagner en se fondant et en travaillant aussi bien pour France 2 que France 3.

Maintes fois, nous avons dénoncé la fausseté de cette affirmation : avant la disparition des éditions nationales de la 3, les ex F3 travaillaient en grande majorité uniquement pour ces éditions. Quelques rares « élus » participant aux « éditions prestigieuses » de France 2.

Avec le projet Tempo et l'offre nationale réduite à la portion congrue, c'est un nouveau pan de l'accomplissement personnel dans leur métier qui s'effondre pour de nombreux journalistes de la rédaction nationale.

La diffusion, par la SDJ 3 rédaction nationale le 22 novembre 2024, de 25 témoignages dévoile pour la première fois publiquement cette maltraitance. La CGT et le SNJ ont pris le relais en lançant cette alerte.

Si du côté DRH, on semble prendre la chose au sérieux (mais comment ne pas prendre la chose au sérieux), la direction de l'information nous rejoue elle le petit air de « tout va très bien Madame la Marquise » ... vous nous parlez de 5% de la rédaction...

Au même moment, tous les services de la rédaction sont touchés par une épidémie d'arrêts maladie, signe d'un malaise grandissant dans le collectif.

La CGT le dit tout net : soit la direction de l'information prend la mesure du problème elle-même et engage avec la direction des ressources humaines en collaboration avec les syndicats, les élus et les salariés une profonde réforme du fonctionnement de la rédaction nationale et de la gouvernance de l'information nationale, soit la CGT, avec toutes les forces syndicales qui ne manqueront pas de s'y associer, mettra en œuvre les moyens pour l'obliger à le faire.

Paris, le 4 décembre 2024